

œ Résolution sur l'Europe œ proposée par la Conférence Régionale de la Jeunesse de la région Centre « L'Europe que nous souhaitons »

Qui sommes-nous ?

La Conférence Régionale de la Jeunesse est une assemblée de 72 jeunes qui invite à une participation citoyenne. Installée par le Président du Conseil régional du Centre en mai 2011, elle vise à partager et défendre des idées et des valeurs pour prendre en compte l'expression et les attentes des jeunes dans les politiques que mène le Conseil régional du Centre. Elle est constituée de filles et de garçons, âgés entre 15 et 25 ans, habitant en région Centre et qui sont au lycée, en apprentissage, en études supérieures, à la recherche d'un emploi ou stagiaires en formation professionnelle continue, en activité, ou engagés dans une structure d'économie sociale et solidaire.

Réunis en assemblée plénière ou en commissions thématiques, les membres choisissent des thèmes de travail, rencontrent les élu-e-s, auditionnent des partenaires, travaillent en collaboration avec les services de la collectivité dans le but de mener des actions ou de faire des propositions au Président du Conseil régional.

Le Président du Conseil régional peut également saisir la CRJ pour rendre un avis sur une politique qu'il souhaite mettre en œuvre et sur laquelle il souhaite recueillir l'avis des jeunes.

Espace de dialogues, d'échanges et de débats, la CRJ ainsi contribue à la mise en place d'actions sur la citoyenneté, l'accès à la culture, aux soins, l'environnement, la formation... et agit pour améliorer les conditions de vie des jeunes.

Ainsi, la Conférence Régionale de la Jeunesse, réunie en commissions de travail le 15 mars 2014, émet plusieurs propositions pour que l'Europe évolue et s'adapte aux besoins des jeunes citoyens européens.

Vu la sollicitation de la Région Centre du 15 mars 2014 enjoignant le Conférence Régionale de la Jeunesse de réfléchir à l'Europe telle que nous la souhaiterions,

Vu les différents moments importants que l'Europe connaît en 2014 : renouvellement du Parlement européen, de la Commission européenne, difficultés économiques et géopolitiques,

Vu les préoccupations des jeunes en Europe en matière de vie quotidienne, logement, santé, d'environnement, d'emploi, de citoyenneté,

Nous, membres de la Conférence Régionale de la Jeunesse,

- A. Souhaitons rappeler que les jeunes, que nous représentons, sont en permanence en interaction avec l'Europe en s'intéressant à l'actualité et en voyageant et sont soucieux des relations humaines qui s'y élaborent et de leurs enjeux ;
- B. Sommes inquiets de la méconnaissance des langues européennes par les jeunes qui constitue un frein potentiel à la mobilité européenne ;
- C. Regrettons que la libre circulation des personnes permise en Europe grâce à l'Union européenne n'ait pas forcément donné naissance à des citoyens se sentant pleinement européens ;
- D. Considérons qu'un manque d'information ou de communication sur les politiques de l'Europe, son fonctionnement, ses actions, ses prises de décision empêche le développement d'un sentiment d'appartenance, notamment parmi la population jeune ;
- E. Estimons que cette insuffisante présence des questions européennes dans l'espace médiatique national ne favorise pas la prise de conscience de l'action de l'UE et empêche la création d'une culture commune ;
- F. Déplorons l'organisation complexe de l'Union européenne qui, de ce fait, entraîne une lenteur administrative et un décalage entre les communiqués et propositions d'actions qui sont faites, ainsi que leur mise en œuvre ;
- G. Soulignons la non présence de jeunes parlementaires (18-30 ans) au sein du Parlement Européen (alors qu'il est possible d'y accéder à partir de 18 ans) ;
- H. Constatons que la reconnaissance des diplômes n'est pas nécessairement effective au sein de tous les pays de l'Union, malgré une politique volontariste de la part de l'Union Européenne, en faveur de la mobilité professionnelle ;
- I. Notons qu'un jeune sur sept abandonne prématurément ses études ou sa formation ;
- J. Déplorons l'écart salarial entre hommes et femmes, et la sous-représentation des femmes au sein des hautes fonctions de l'Union Européenne ;
- K. Sommes préoccupés par le fait que 23.5% des jeunes Européens sont à la recherche d'un emploi ;
- L. Rappelons que les problèmes environnementaux ne connaissent pas de frontières ; mais dont les frontières deviennent un obstacle à leur résolution ;
- M. Sommes concernés plus précisément :
 - a. Par les dangers liés à l'énergie nucléaire : après exactement 3 ans et 1 mois à l'écriture de cette Résolution, que la centrale de Fukushima a été endommagée par un tsunami, nos préoccupations pour ce type d'énergie sont nombreuses. Si l'énergie nucléaire nous fait bénéficier d'opportunités économiques et sociales, il nous revient d'en maîtriser les dangers.
 - b. Par la gestion des déchets et leur impact ; et déplorons le manque de visibilité sur la recherche de solutions.
 - c. Par l'éventuelle exploitation du gaz de schiste en France, autorisée dans d'autres pays européens.
 - d. Par l'efficacité énergétique : dans ce domaine, les différences en Europe sont encore importantes.
- N. Regrettons un inégal accès aux soins à l'échelle européenne et au sein des Etats membres ;
- O. Notons une augmentation du nombre de rapports sexuels non protégés de 6% en Europe entre 2009 et 2011, et une avancée progressive de l'âge du premier rapport stabilisé depuis les années 1980 à 17 ans ;
- P. Nous étonnons du fait qu'il existe en Europe deux fois plus de logements vides que de personnes Sans Domicile Fixe (11 millions de logements vides pour 5 millions de SDF).

Ainsi, nous membres de la Conférence Régionale de la Jeunesse formulons les propositions suivantes :

En matière d'espace public européen et d'institutions

1. Proposons qu'une aide à l'apprentissage des langues européennes soit mise en œuvre dans chaque pays, notamment afin de favoriser la mobilité européenne et le rapprochement des Européens ;
2. Emettons le souhait d'une meilleure visibilité des actions mises en place par l'Union européenne afin de créer une réelle cohésion ;
3. Suggérons la création de médias européens, notamment, la diffusion des travaux de l'Union Européenne sur une chaîne télévisée, de la même façon que pour l'Assemblée Nationale française ;
4. Formulons le vœu de banaliser la journée de l'Europe comme la fête de la musique au cours de laquelle pourrait chaque année être proposées :
 - la découverte d'un pays pour le valoriser et le « mettre à l'honneur »,
 - la création d'une équipe de sport européenne, parce que le sport est « universel »,
 - la mise en place d'un numéro d'information européenne,
 - des correspondances entre les écoles élémentaires,
 - la création d'un réseau européen pour mettre en lien des personnes ayant des centres d'intérêts communs et un espace d'informations ;
5. Aspirons à une simplification et une accélération des prises de décision européenne en cas de crise, afin de donner légitimité, crédibilité et sentiment de confiance envers une Europe plus réactive. Cependant il est nécessaire de garder à l'esprit que l'Union Européenne est une démocratie et doit le rester ;
6. Encourageons fortement la représentation des jeunes dans les institutions de l'Union européenne ;

En matière de formation

7. Proposons l'harmonisation de la reconnaissance des formations et des diplômes dans chaque pays membre,
8. Incitons à la reconnaissance des diplômes et formations hors système LMD en ce qui concerne les formations courtes également ;
9. Demandons la valorisation de l'acquisition des crédits ECTS
 - a. pour les diplômes de niveau V (CAP, BEP...) à partir de la Troisième,
 - b. et pour les diplômes Post-Bac inférieurs à 3 ans ;
10. Proposons que soient communiquées à l'échelle de l'Union européenne l'ensemble des formations possibles, afin de permettre aux jeunes de saisir toutes les opportunités ;
11. Souhaitons qu'un suivi de chaque jeune en situation de décrochage soit effectué au niveau européen, et que des écoles ou des classes de la seconde chance soient proposées dans tout le territoire de l'Union Européenne ;
12. Appelons de nos vœux le développement de formations adaptées aux jeunes en situation d'abandon scolaire sans pour autant les discriminer par rapport aux autres étudiants ;
13. Sollicitons l'intégration dans la formation des conseillers d'orientation d'un volet sur la formation et l'emploi dans l'Union Européenne ;

En matière de parité femmes – hommes

14. Demandons l'adoption de mesures visant l'augmentation de la part de femmes au sein des postes à responsabilité de l'UE, l'amélioration des conditions de travail des femmes par l'UE pour montrer l'exemple à l'ensemble des pays membres ;
15. Exigeons l'évolution des réformes relatives à l'égalité femmes-hommes à d'autres domaines que la seule question de l'égalité salariale ;

En matière d'emploi

16. Suggérons une meilleure communication sur la plateforme EURES, équivalent de Pôle Emploi au niveau européen ;
17. Demandons une aide à la mise en relation entre employeurs et demandeurs d'emploi au niveau européen ;

18. Attendons des propositions de mesures visant à aider la jeunesse dans la quête d'un emploi ;
19. Souhaitons que soient développées les possibilités de stage, de Volontariat International en Entreprise, en favorisant les partenariats entre Ecoles, chefs d'entreprises et institutions à l'échelle européenne ;
20. Demandons une harmonisation par le haut du droit du travail des différents pays européens ;

En matière de développement durable

21. Considérons qu'il est nécessaire de sensibiliser de manière forte à la réduction de la consommation d'énergie ;
22. Revendiquons le souhait de mieux connaître l'héritage nucléaire, et plus particulièrement les déchets que nous devons stocker et gérer ;
23. Souhaitons que les efforts en matière de sobriété énergétique des bâtiments, et notamment des bâtiments publics, soient renforcés, afin qu'ils deviennent exemplaires et tendent tous à être BBC ;
24. Aimerions être informés :
 - a. sur les moyens mis en place à l'échelle européenne sur la problématique du traitement des déchets nucléaires, leur quantité, les distances de transports, surfaces d'enfouissement, coût total de traitement,
 - b. sur la recherche entreprise sur les déchets nucléaires, et notamment les coopérations européennes et les fonds européens dédiés à cette problématique ;
25. Demandons à ce qu'un système soit imaginé afin de permettre à chaque Européen de visualiser la quantité de déchets nucléaires produite par sa consommation d'énergie, à la manière d'un bac à ordures qui permet de quantifier le volume de déchets liés à sa consommation courante ;
26. Encourageons les décideurs français et européens à résister aux pressions sur le gaz de schiste ;

En matière de santé et de couverture sociale

27. Réclamons une couverture sociale européenne pour que chaque Européen puisse avoir accès aux mêmes soins médicaux ;
28. Estimons nécessaire le lancement d'une campagne européenne de prévention des risques liés à une sexualité non protégée ;
29. Sollicitons la garantie d'un accès effectif aux moyens de contraception (gratuité des préservatifs, de la pilule par exemple) et de prévention ;
30. Demandons la création à l'échelle européenne d'une plateforme (application internet, téléchargeable sur Smartphone) recensant les centres d'éducation et de planification familiale et de prévention des IST, outil pratique notamment pour un jeune qui découvre un nouveau pays européen permettant de préserver son anonymat ;
31. Affirmons notre volonté de voir instaurer un droit au logement européen et la garantie de son effectivité par l'obtention d'un logement dans le pays d'accueil lors d'études ou de stages en Europe ;
32. Demandons à notre Président de diffuser largement cette Résolution afin d'en assurer la promotion.

Ainsi l'Europe telle que nous, membres de la Conférence Régionale de la Jeunesse de la région Centre, la souhaitons :

Elle doit être plus protectrice de l'environnement et de l'intérêt de sa population,

Rassembler les citoyens tout en préservant et en valorisant les patrimoines culturels de chacun,

Permettre aux jeunes d'exploiter toutes les possibilités offertes par l'Europe, en les accompagnant dans leurs différentes démarches, et en leur donnant les moyens d'exercer pleinement leur citoyenneté européenne,

Favoriser une égalité des chances dans la formation et pour permettre un accès dans une activité durable.